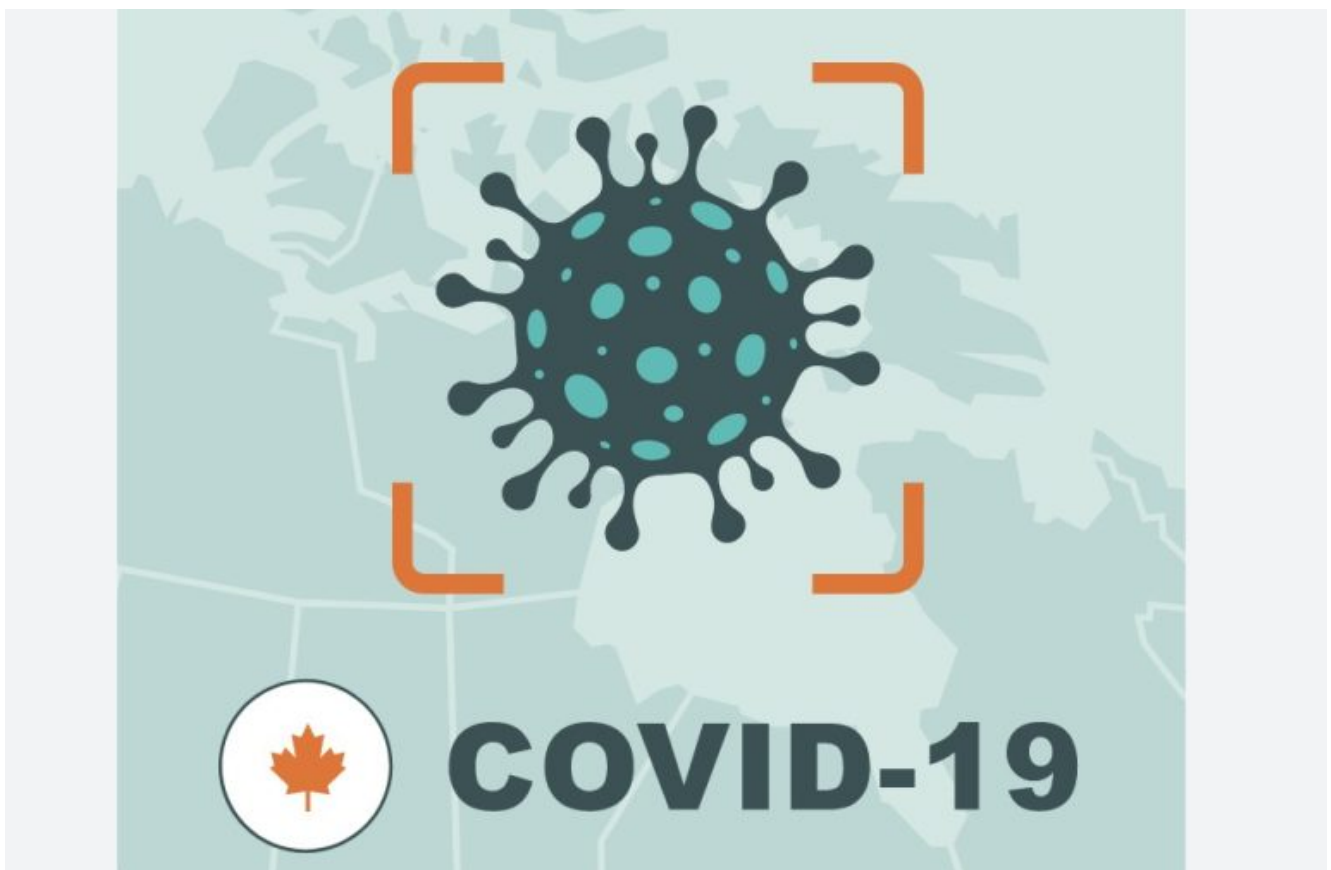
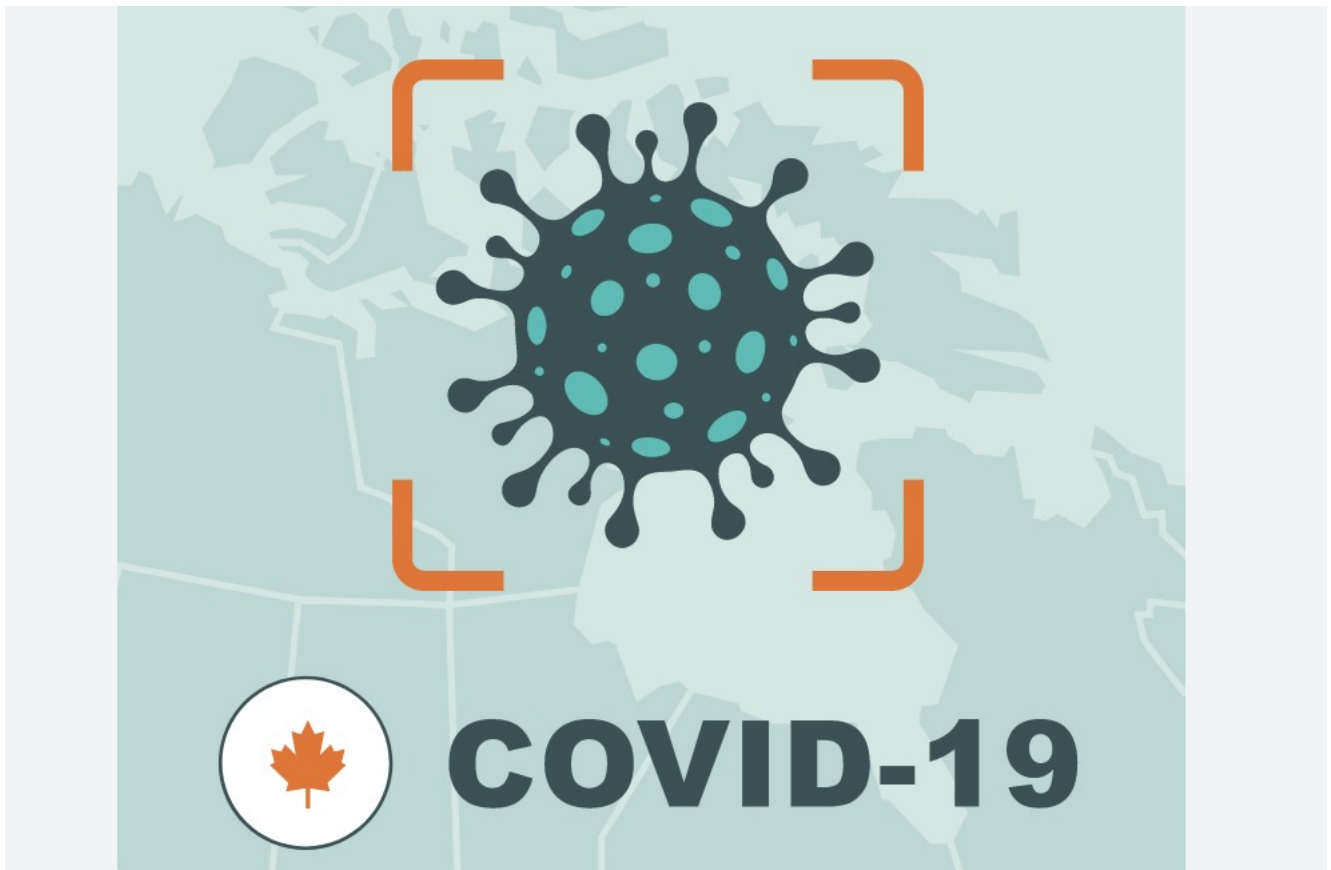


Canada : 10 fois plus de « cas de Covid » dans le secteur public après la vaccination

écrit par Docteur Dominique Schwander | 21 juillet 2023





Les données officielles le montrent. Le sous-ministre de la Santé ne sait pas pourquoi cela pourrait être.

Au Canada, le nombre de « cas Covid » parmi les fonctionnaires a décuplé après l'instauration de la vaccination obligatoire. La main-d'œuvre a rapporté cela en utilisant [les données](#) du gouvernement lui-même, comme le rapporte [The Epoch Times](#) . L'autorité sanitaire canadienne décrit les résultats positifs du test SARS-CoV-2 comme des « cas de Covid ».

L'Agence fédérale pour les relations industrielles et l'emploi dans le secteur public entend actuellement sa première affaire concernant des plaintes de fonctionnaires. L'affaire porte sur des retenues de salaire et des prestations d'assurance-emploi refusées en raison du refus des employés de se conformer au mandat de vaccination en vigueur d'octobre 2021 à juin 2022.

Lors du contre-interrogatoire du 13 juillet, Bernard Desgagné, représentant deux employés, a évoqué les chiffres.

Il a demandé: « Pourquoi tant de personnes dans le secteur public sont-elles malades alors qu'elles ont été vaccinées? »

Desgagné a présenté des données officielles démontrant qu'avant l'imposition du mandat, le gouvernement comptait en moyenne 321 cas d'infections à la COVID-19 par mois parmi les employés de l'État.

Après l'entrée en vigueur du mandat, ce nombre est passé à 3 297 cas par mois, soit une multiplication par dix. Certaines des données présentées par le gouvernement sont accompagnées d'une mise en garde selon laquelle « le nombre total de cas peut ne pas refléter un décompte précis en raison du manque de disponibilité des tests ».

Vice-ministre de la Santé Dr. Lors de l'interrogatoire, Celia Lourenço a déclaré qu'elle ne connaissait pas ces données et qu'elle ne souhaitait pas les commenter. Elle « ne saurait pas pourquoi cela pourrait être ». C'est une question qu'un épidémiologiste doit enquêter en évaluant quelle variante circulait ou où se trouvaient les travailleurs, a déclaré Lourenço.

Selon *Epoch Times*, Lourenço était auparavant directeur général de la Direction des médicaments biologiques et radiopharmaceutiques. En tant que tel, il avait le pouvoir de décision ultime sur les approbations de nouveaux vaccins pendant la «pandémie».

Desgagné a mis le Dr. Lourenço sous pression : Il a constaté que pour surveiller le produit qu'elle approuvait, elle était constamment informée par l'autorité sanitaire canadienne sur ce qui était observé dans la pratique. « Vous auriez dû être mis au courant de l'augmentation des infections après la vaccination de masse obligatoire », a précisé Desgagné.

« Ce n'est pas une étude scientifique », a répondu le Dr.

Lourenço, ajoutant que les données brutes ne racontaient qu'une petite partie de l'histoire. Sans plus d'informations, aucune conclusion n'a pu être tirée, a-t-elle déclaré.

Selon *The Epoch Times* , Desgagné a commencé son interrogatoire en soulevant la question des percées d'infections en présentant plusieurs études, dont une des *Centers for Disease Control and Prevention (CDC) des États-Unis* en août 202. Lourenço a déclaré qu'elle n'était pas au courant de l'étude, mais elle connaît les infections percées.

Traduction google

<https://transition-news.org/kanada-zehnmal-mehr-covid-falle-im-offentlichen-dienst-nach-der-impfpflicht>